

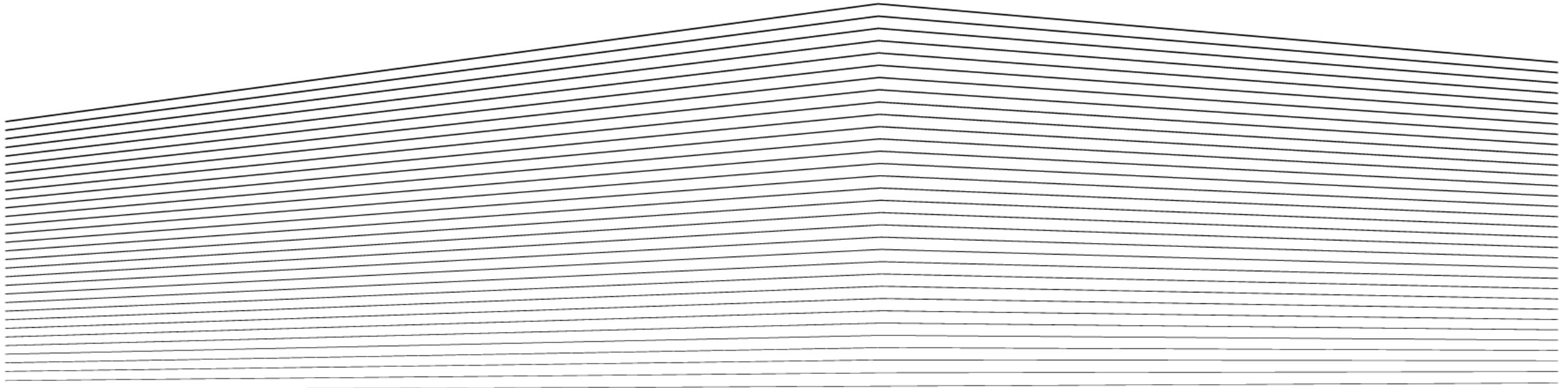
LUXEMBOURG  
BUSINESS  
REGISTERS



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Justice

# Luxembourg Business Registers

Conférence de presse – 28 janvier 2026



1

# **Présentation de LBR - 25 ans d'activités et la future campagne d'information sur la mise en conformité**

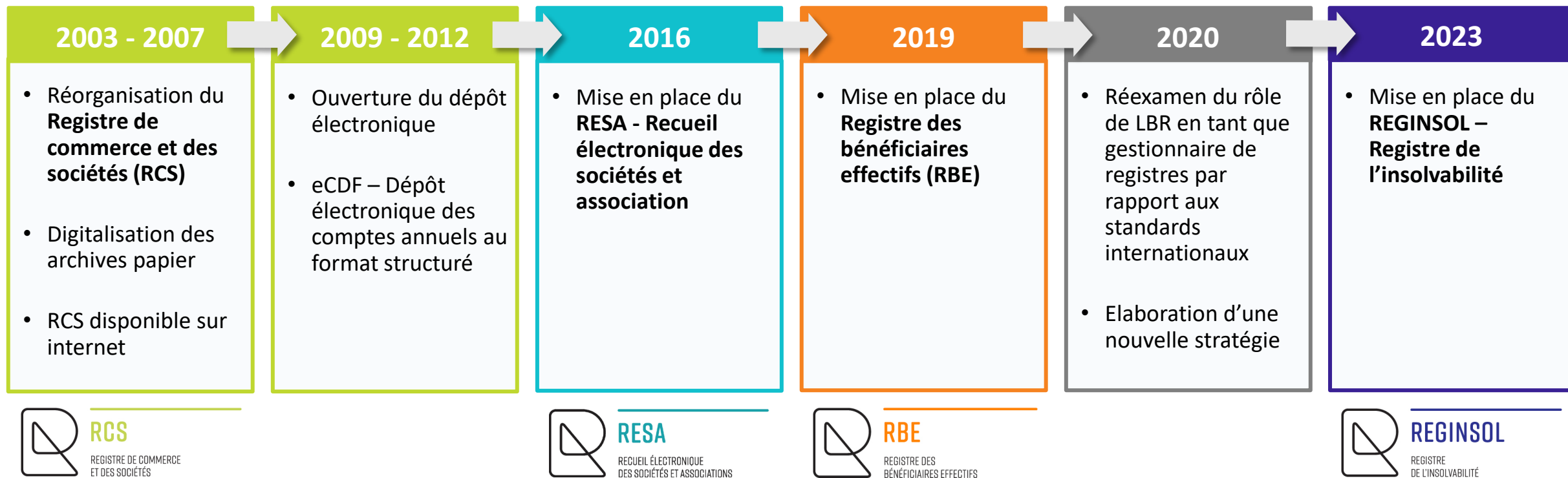


# Luxembourg Business Registers

- Groupement d'intérêt économique (GIE) crée en 2000
- Sous tutelle du Ministère de la Justice
- Membres:
  - État luxembourgeois
  - Chambre de commerce (CC)
  - Chambre des métiers (CDM)
- Gestionnaire du :
  - Registre de commerce et des sociétés **(RCS)** depuis 2003
  - Recueil Electronique des sociétés et association **(RESA)** depuis 2016
  - Registre des bénéficiaires effectifs\* **(RBE)** depuis 2019 (\* Pour les personnes morales)
  - Registre de l'insolvabilité **(REGINSOL)** depuis 2023



# Étapes clés de l'évolution de LBR



# Luxembourg Business Registers – Chiffres clés



**Nombre d'entités immatriculées  
au 31 décembre 2025  
> 168.000**



**Entités immatriculées en 2025  
> 13.000**



**Dépôts effectués en 2025  
(RCS & RBE)  
> 371.000**



**Extraits commandés  
(RCS & RBE)  
> 833.000**



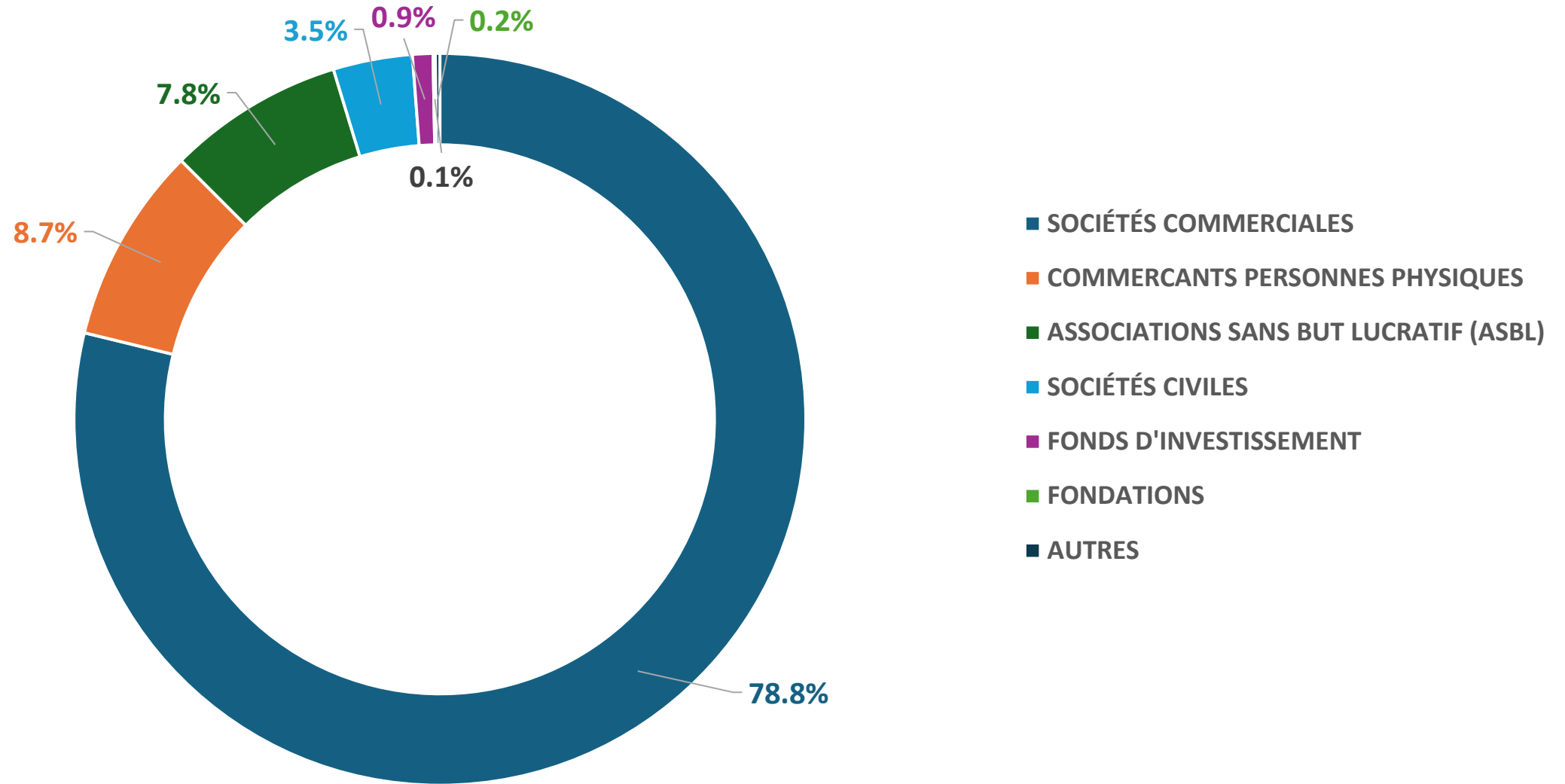
**Nombre de personnes  
physiques inscrites au RBE  
> 342.000**



**Taux de conformité RBE  
94,6 %**



# Registre de commerce et des sociétés (RCS)– Chiffres clés



# Procédure de dissolution administrative sans liquidation

## A. Procédure concernant les sociétés commerciales

- Permet de dissoudre rapidement et à moindre frais, sans encombrer les tribunaux, les sociétés sans activité
  - Durée : 6 mois après la décision d'ouverture prise par LBR
- Conditions cumulatives:



- Sociétés commerciales en manquement grave par rapport au droit des sociétés



- Sans salariés



- Sans actifs



**+/- 10.000 sociétés dissoutes**



# Procédure de dissolution administrative sans liquidation

## B. Procédure concernant les associations sans but lucratif (ASBL)



- **Aucun dépôt auprès du RCS depuis au moins 5 ans**
- **Aucun suivi quant à la demande de mise à jour de LBR**
- **Durée : procédure d'un an avec deux étapes administratives**





# 2

## Stratégie LBR

**Transformation tout au long de la chaîne de valeur**



# Principales raisons de la transformation de LBR

## Revue de la stratégie LBR et analyse comparative internationale

### Contexte international et national difficile

#### Contexte international

- Evolution des standards internationaux
- Vocation historique : dépositaire d'informations juridiques et financières pour faciliter le commerce
- Nouveau rôle : devenir plus proactif dans l'environnement commercial et dans les questions d'atténuation des risques
- Garantir des données complètes, précises, intégrales et à jour

#### Contexte national

- Taux de conformité des entreprises reste insatisfaisant
- Demandes accrues de données de LBR de la part des autorités nationales (*NRA – plan national d'évaluation des risques, administrations nationales, ...*)
- Améliorer l'expérience des utilisateurs dans leurs démarches auprès de LBR

**LBR doit adapter ses missions aux multiples exigences (inter)nationales et renforcer son rôle en tant que centre de compétences**



# Principaux objectifs de la transformation



**Bâtir une réputation solide en tant qu'autorité centrale de référence pour les entités juridiques, en garantissant des données fiables et une exploitation optimale de l'information**



**Aller au-delà de la simple complétude des registres, avec pour mission d'assurer l'exactitude des données et l'intégrité des registres**



**Faire respecter les exigences légales afin de contribuer à la lutte contre la criminalité économique**



**Assister et guider les utilisateurs LBR afin de leur garantir une expérience fluide**



# Activités réalisées tout au long de la chaîne de valeur de LBR



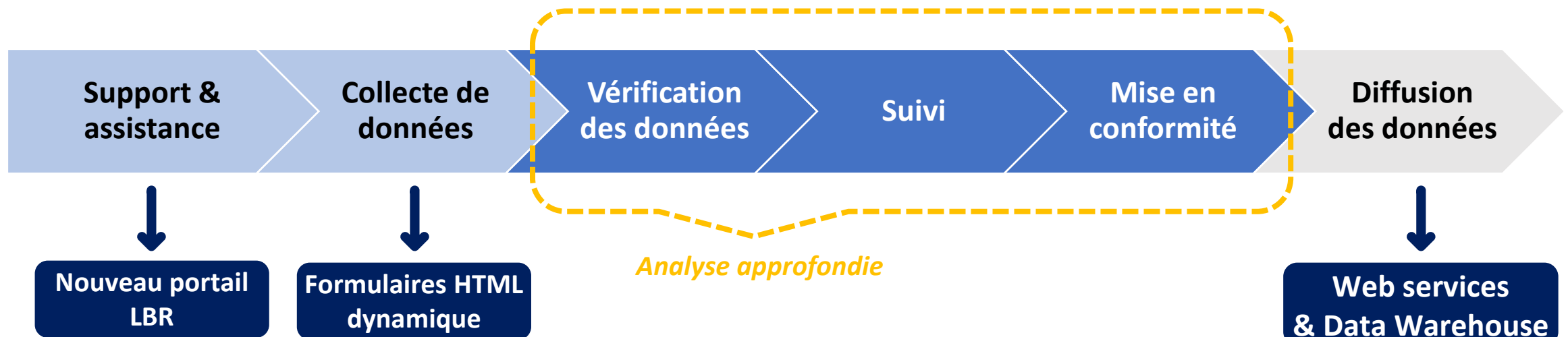
Inscription &  
collecte de données



Précision &  
intégrité du registre



Utilisation du registre



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Justice



LUXEMBOURG  
BUSINESS  
REGISTERS

# Mécanismes de contrôles

## Contrôles au moment de l'introduction des informations

Conseils & support

Collecte des  
données

Vérification des  
données

Suivi

Mise en  
conformité

Diffusion des  
données



### 1. Contrôles automatisés

- Contrôle sur **le format** de date ou numérique
- Champs **obligatoires requis**
- Présence d'un **document obligatoire requis**
- Contrôle du format du **document requis**
- Vérification des **adresses luxembourgeoises**
- Vérification des **données d'identification des personnes physiques**



### 2. Contrôles manuels

- **Adéquation** entre les données soumises et les documents déposés
- **Cohérence** de la demande par rapport aux informations déjà saisies (*dans le RBE et dans le dossier RCS*)
- Vérification de la **conformité** avec la base juridique applicable
- Habilitation à demander des pièces justificatives supplémentaires



# Suivi des bases de données

## Processus automatisé



- Mise en place d'une **surveillance automatisée** des bases de données RCS et RBE afin de détecter les entités non conformes :
  - **Suivi régulier de critères de conformité**
  - **Amélioration de la qualité et de la conformité des données**



- LBR a mis en place un **outil de surveillance de sanctions financières internationales** afin de vérifier les informations relatives aux personnes morales et physiques figurant dans le RCS et le RBE par rapport aux listes de sanctions de l'UE/ONU.



# Objectifs de la mise en conformité

Conseils & support

Collecte des données

Vérification des données

Suivi

Mise en conformité

Diffusion des données

## Entreprises conformes

1

### Consentantes et capables

Entités comprennent leurs obligations légales et souhaitent se mettre en conformité par rapport à la loi.

## Entreprises non-conformes

2

### Consentantes mais incapables

Entités souhaitent se mettre en conformité par rapport à la loi mais ne comprennent pas leurs obligations légales.

3

### Capables mais non consentantes

Entités comprennent leurs obligations légales mais ne souhaitent pas se mettre en conformité par rapport à la loi (*sans intention criminelle*).

4

### Intention criminelle

Entités non consentantes avec intention criminelle (*p.ex. cacher les vrais B.E.*) :  
Transmission aux parquets

L'objectif est d'amener les entreprises incapables et non consentantes à se mettre en conformité



# Mise en conformité

## Mécanisme

Conseils & support

Collecte des  
données

Vérification des  
données

Suivi

Mise en  
conformité

Diffusion des  
données

Mesures mises en œuvre de manière progressive, efficace, proportionnée et dissuasive

1.

### Phase préventive : Guider, informer et assister

- **Informations aux sociétés et associations**  
*(par email ou lors d'une démarche de dépôt)*  
qu'une mise à jour est à faire.

2.

### Phase coercitive : Sanctions administratives

- **LBR dispose de mesures administratives** pour amener les entreprises à se conformer à la loi.  
Ces mesures incluent :
  - Des avertissements sur le site internet
  - Des mentions introduites sur les extraits / certificats émis par LBR
  - Des astreintes administratives
  - La radiation d'office
- **Des frais de retard sont appliqués :**
  - Retard maximal d'un mois : suppl. de 50 €
  - Retard maximal de 4 mois : suppl. de 200 €
  - Retard supérieur à 4 mois : suppl. de 500 €

3.

### Phase répressive: Sanctions pénales et dissolution

- Dénonciation au parquet

L'accent est mis sur l'explication, l'information, la formation et la simplification des démarches afin de réduire au maximum les phases coercitives et répressives.



# Les sanctions se déroulent de manière progressive

Déclenchement de la  
procédure



Envoi d'une lettre  
recommandée à  
l'entité



Avertissement  
sur le site  
internet dans  
le dossier de  
la personne



Reprise des  
manquements  
sur les extraits  
/certificats  
émis par LBR



Astreinte  
journalière  
de 40€



Radiation  
d'office



Dénunciation  
au parquet

1 mois

2 mois

4 mois

5 mois

Date T

Pas de régulation  
à Date T + 30 j.

Pas de régulation  
à Date T + 60 j.

Pas de régulation à Date  
T + 7 mois  
Pendant 90 j. ma.  
=> 3.600€ max.

Pas de régulation à  
Date T + 12 mois

Pas de délai  
particulier dans la loi



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Justice



LUXEMBOURG  
BUSINESS  
REGISTERS

# Campagne d'information

**Important !**  
Tenez votre  
dossier RCS et RBE  
à jour.  
Pour éviter  
des sanctions.

**VOUS ÊTES RESPONSABLE D'UNE ENTREPRISE  
OU D'UNE ASSOCIATION ?**

La loi a changé. Toute entreprise ou association  
doit s'assurer que ses informations soient adéquates,  
exactes et actuelles.  
Assurez-vous dès maintenant  
de la conformité de vos dossiers RCS & RBE.



[www.lbr.lu](http://www.lbr.lu)

**Important !**  
Tenez votre dossier RCS et RBE  
à jour. Pour éviter des sanctions.

**VOUS ÊTES RESPONSABLE D'UNE ENTREPRISE  
OU D'UNE ASSOCIATION ?**

La loi a changé. Toute entreprise ou association  
doit s'assurer que ses informations soient adéquates,  
exactes et actuelles.  
Assurez-vous dès maintenant  
de la conformité de vos dossiers RCS & RBE.



[www.lbr.lu](http://www.lbr.lu)



# Questions ?



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Justice



LUXEMBOURG  
BUSINESS  
REGISTERS

3

## Mot de conclusion



# Merci pour votre attention

